EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMMUNE DE LE PERREY

Département de l'Eure
Arrondissement de Bernay
27500

Date de convocation : 9 novembre 2022

Date d'affichage : 9 novembre 2022

Nombre de Conseillers
En exercice : 19 - présents : 11 - votants : 12

SEANCE DU 24 NOVEMBRE 2022

L'An deux mil vingt-deux, le **vingt-quatre novembre** à 19H30, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni, en session ordinaire, à la salle des associations sous la présidence de Monsieur Philippe MARIE, Maire.

Etaient présents :

MM. MARIE Philippe, CLOUET Joël, DESANAUX Henri, TIHY Jean-Pierre, MINOUFLET Nicolas, NUTTENS Maxime et ROMAIN Florian

Mmes QUÉRUEL Sophie, SOMMIER Laëtitia, MARCAUD Danièle et BACHELEY Jocelyne

Etaient absents excusés :

MM. GUILLEMARD Aurélien, DESCHAMPS Yohann et VARRON Franck

Mmes CLUZEL Aurélie, EGRET Delphine, AZE-VASTEL Laure, COTARD Aurélie et ROCHER-MUGLIONI Solange

Avait donné pouvoir :

Mme CLUZEL Aurélie à CLOUET Joël

Secrétaire de séance

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination du secrétaire de séance. **Mme QUÉRUEL Sophie**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions.

DÉLIBÉRATION N°039/2022 : ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES PERMANENT PORTÉ PAR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PONT AUDEMER VAL DE RISLE

La Communauté de Communes de Pont-Audemer Val de Risle a entrepris de moderniser sa politique d'achat, visant à la fois une efficacité économique et une gestion plus pertinente des procédures de passation. Dans cette optique, la CCPAVR a déjà intégré les besoins des communes membres dans le cadre de différents groupements de commande (moyens d'impression, DECI, ...). Il est aujourd'hui proposé de généraliser cette démarche et d'établir un groupement de commandes permanent entre la CCPAVR, le SAEP Risle et Plateaux, les communes membres et le CCAS de la ville de Pont-Audemer pour la durée restante du mandat électoral.

Le groupement de commandes ainsi constitué est compétent, par délibération du 29 septembre 2022, pour conclure des marchés dans diverses familles d'achats en matière de travaux, fournitures et services. Le coordonnateur du groupement est chargé d'organiser au nom et pour le compte des autres membres l'ensemble des opérations relatives à la préparation et la passation des contrats jusqu'à la notification. Chaque partie reste responsable de la définition de son propre besoin et de l'exécution de la part du contrat qui lui incombe.

En fonction de leurs besoins et des consultations proposées par la CCPAVR, coordonnateur du groupement, les signataires du groupement seront libres de s'engager ou non dans la procédure en signant une annexe à la convention de groupement de commande permanent. En conséquence, en amont du lancement d'une procédure d'achat, les communes signataires de cette convention seront sollicitées pour connaître leurs besoins et leur souhait d'adhésion spécifiquement.

Aussi, et au regard de ce qui précède :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-10,

VU les articles L 2113-1, L 2113-6 et L 2113-7 du Code de la commande publique,

CONSIDÉRANT l'opportunité de constituer un groupement de commande permanent dans certains domaines d'achats de manière à simplifier et sécuriser les procédures de commande publique tout en bénéficiant d'économies d'échelle.

CONSIDÉRANT le souhait de la Communauté de communes de Pont-Audemer Val de Risle et de ses communes membres de se regrouper afin d'optimiser la passation des marchés publics,

CONSIDÉRANT l'intérêt de la collectivité de rejoindre le groupement de commandes permanent,

AYANT CONNAISSANCE du projet de convention constitutive ci-joint qui définit les modalités de fonctionnement du groupement de commandes et désigne la Communauté de communes de Pont-Audemer Val de Risle comme coordonnateur pour l'organisation des procédures de passation,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **DÉCIDE** d'adhérer au groupement de la commande permanent porté par la Communauté de Communes de Pont-Audemer Val de Risle pour les domaines d'achat définis au projet de convention de groupement de commande permanent.
- **APPROUVE** les termes de la convention du groupement de commandes permanent coordonné par la Communauté de communes de Pont-Audemer Val de Risle.
- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer ladite convention de groupement de commandes permanent, les annexes engageant la commune au fur et à mesure des besoins de la collectivité et tout document se rapportant à cette affaire.
- **DIT QUE** de la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Eure et à Monsieur le Receveur Municipal.

Pour : 12
Contre : 0
Abstention : 0

Cette délibération annule et remplace la délibération n° 036-2022 du 13/10/2022

DÉLIBÉRATION N°040/2022 : SIGNATURE DU BAIL ENTRE LA COMMUNE ET LE CABINET INFIRMIER FOURMETOT-LE PERREY

Monsieur le Maire rappelle la délibération n°30/2022 du 8 septembre 2022 relative à la location de l'appartement N°1 de l'ancien presbytère de Fourmetot au cabinet infirmier présent sur la Commune.

Il rappelle également qu'aux termes de la délibération mentionnée ci-dessus, le loyer a été fixé à 450 € mensuels, charges non comprises.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il reste à définir : la durée du bail, la date d'entrée dans les locaux, l'indice de révision du loyer, le montant de la caution et les charges.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

DECIDE :

- Que le bail sera conclu pour une durée de 6 ans renouvelables.
- Que le cabinet infirmier aura la jouissance des locaux à compter du 6 décembre 2022.
- Que le loyer sera révisé annuellement sur la base de l'Indice des Loyers des Activités Tertiaires du 2^e trimestre 2022 (122,65)
- Que la caution est fixée à 450 € soit l'équivalent d'un mois de loyer
- Que les charges consistent en la refacturation au prorata de la consommation d'eau, de 50 % du montant de la taxe foncière et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères afférentes au local et 1/3 du montant de la facture de vidange du système d'assainissement.
- Que les frais d'établissement du bail seront partagés par moitié entre le preneur et le bailleur.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer le bail en l'étude de Maître GRIEU, notaire à Pont-Audemer.

Pour : 12
Contre : 0
Abstention : 0

DÉLIBÉRATION N°041/2022 : DÉSIGNATION D'UN NOUVEAU DÉLÉGUÉ AU SEIN DU SIVOS DES TROIS CORNETS

Monsieur le Maire informe les membres du conseil que le Président du SIVOS des Trois Cornets a présenté sa démission au Préfet de l'Eure le 24 octobre 2022. Cette dernière a été acceptée par le Préfet et, est devenue effective le 17 novembre 2022, jour de la réception par le démissionnaire du pli notifiant son acceptation.

Il convient donc de désigner parmi l'assemblée un nouveau délégué qui représentera la commune au sein du syndicat.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Considérant les statuts du SIVOS des Trois Cornets,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DÉSIGNE** Mr Florian ROMAIN pour représenter la commune au sein du SIVOS des Trois Cornets
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à transmettre la présente délibération au SIVOS des Trois Cornets

Pour : 12
Contre : 0
Abstention : 0

DÉLIBÉRATION N°042/2022 : DÉSIGNATION D'UN DÉLÉGUÉ TITULAIRE ET D'UN DÉLÉGUÉ SUPPLÉANT AU COPIL NATURA 2000 « ESTUAIRE ET MARAIS DE LA BASSE SEINE »

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Commune doit désigner un représentant et un suppléant au comité de pilotage du site Natura 2000 « Estuaire et marais de la basse Seine » puisque la Commune dispose d'un site classé Natura 2000.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **DÉSIGNE** Mr Maxime NUTTENS comme délégué titulaire
- **DÉSIGNE** Mr Henri DESANAUX comme délégué suppléant

lesquels représenteront la commune au sein du comité de pilotage du site Natura 2000 « Estuaire et marais de la basse Seine ».

Pour : 12
Contre : 0
Abstention : 0

Cette délibération annule et remplace la délibération n° 031-2022 du 08/09/2022

DÉLIBÉRATION N°043/2022 : MISE EN PLACE DE LA NOMENCLATURE M 57 A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2023

Monsieur le Maire présente le rapport suivant :

1 - Rappel du contexte réglementaire et institutionnel

En application de l'article 106 III de la loi n°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite intervenue entre la Direction générale des collectivités locales (DGCL), la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici au 1^{er} janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Etablissements publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires. Par ailleurs, une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à

chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57, pour le Budget Principal à compter du 1^{er} janvier 2023.

La M57 prévoit que les communes de moins de 3 500 habitants peuvent appliquer la M57 abrégée.

La commune peut décider d'opter pour la M57 développée pour avoir des comptes plus détaillés. Toutefois les obligations budgétaires des communes de plus de 3 500 habitants ne s'appliqueront pas.

L'option à la M57 développée doit être mentionnée dans la délibération. A défaut, la nomenclature prévue pour strate de population s'appliquera.

2 - Application de la fongibilité des crédits

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le conseil municipal à déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

3 - Fixation du mode de gestion des amortissements en M57

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations.

Pour les collectivités de moins de 3500 habitants, il n'y a pas d'obligation de procéder à l'amortissement des immobilisations à l'exception des subventions d'équipement versées ainsi que des frais d'études s'ils ne sont pas suivis de réalisations.

La nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. L'amortissement commence à la date de mise en service de l'immobilisation financée chez l'entité bénéficiaire.

Ce changement de méthode comptable s'appliquerait de manière progressive et ne concernerait que les nouveaux flux réalisés à compter du 1^{er} janvier 2023, sans retraitement des exercices clôturés. Ainsi, les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

Ceci étant exposé, il est demandé aux membres du conseil municipal de bien vouloir :

Article 1 : adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable de la M57, pour le Budget principal de la Commune de LE PERREY, à compter du 1^{er} janvier 2023.

La commune opte pour le recours à la nomenclature M57 abrégée.

Article 2 : conserver un vote par nature et par chapitre globalisé à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 3 : autoriser le Maire à procéder, à compter du 1^{er} janvier 2023, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

Dans ce cas, le Maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance. Ces virements de crédits sont soumis à l'obligation de transmission au représentant de l'État, et sont transmis au comptable public, pour permettre le contrôle de la disponibilité des crédits.

Article 4 : calculer l'amortissement des subventions d'équipement versées (compte 204) au prorata temporis et des frais d'études non suivis de réalisations.

Article 5 : constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré, en cas de dépréciation de la valeur d'un actif, d'ouverture d'une procédure collective et de créances irrécouvrables (lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, et /ou en cas de mise en redressement judiciaire ou liquidation judiciaire).

Article 6 : apurer le compte 1069 par un mandat d'ordre mixte au compte 1068. Le compte 1069 « reprise sur l'excédent capitalisé- neutralisation de l'excédent des charges sur les produits » est un compte budgétaire créé au plan de compte M14 à l'occasion de réformes budgétaires et comptables afin de neutraliser l'impact budgétaire

de la première application des règles de rattachement des charges et produits à l'exercice.

Article 7 : autoriser le Maire ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Vu l'avis favorable du comptable en date du 8 août 2022,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la mise en place de la nomenclature M57 abrégée à compter du 1^{er} janvier 2023, telle que présentée ci-dessus,

Pour : 12

Contre : 0

Abstention : 0

DÉLIBÉRATION N°044/2022 : FIXATION DE LA DURÉE D'AMORTISSEMENT DES BIENS

Par délibération n° 043-2022 du 24 novembre 2022, le conseil municipal a décidé d'appliquer le référentiel M57 au 1^{er} janvier 2023.

La mise en place de ce référentiel implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations. Son champ d'application reste défini par l'article R.2321-1 du CGCT qui détermine les règles applicables aux amortissements des communes.

L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager des ressources destinées à les renouveler.

Pour les collectivités de moins de 3500 habitants, il n'y a pas d'obligation de procéder à l'amortissement des immobilisations à l'exception des subventions d'équipement versées ainsi que des frais d'études s'ils ne sont pas suivis de réalisations.

Le référentiel M57 prévoit que l'amortissement est calculé pour chaque catégorie d'immobilisations au *prorata temporis*. L'amortissement commence à la date de mise en service de l'immobilisation financée chez l'entité bénéficiaire.

Ce changement de méthode comptable s'applique de manière progressive et ne concerne que les nouveaux flux réalisés à compter du 1^{er} janvier 2023, sans retraitement des exercices clôturés.

Ainsi, les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 décembre 2021 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Considérant qu'à compter du 1^{er} janvier 2023, dans le cadre de la mise en œuvre du référentiel M57, il convient de fixer une durée d'amortissement pour les subventions d'équipement versées (compte 204) ainsi que pour les frais d'études non suivis de réalisation.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal ;

- **DÉCIDE** d'amortir les subventions d'équipement versées ainsi que les frais d'étude non suivis de réalisation sur une durée de DIX ans.

Pour : 12

Contre : 0

Abstention : 0

DÉLIBÉRATION N°045/2022: MODIFICATIONS BUDGÉTAIRES

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire d'abonder le compte 739211 afin de pouvoir solder le versement des attributions de compensation 2022 et d'inscrire des crédits à l'opération n°3 concernant le projet de construction d'une halle.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

AUTORISE les décisions modificatives comme suit :

Fonctionnement				
Dépenses				
		BP	DM	Budget
678	Autres charges exceptionnelles	332 412,99 €	- 8 238,00 €	324 174,99 €
739211	Attributions de compensation	60 000,00 €	+ 8 238,00 €	68 238,00 €

Investissement				
Dépenses				
		BP	DM	Budget
2128	Hôtel de ville	20 493,34 €	- 10 000,00 €	+ 10 493,34 €
2313 op3	Construction	00,00 €	+ 10 000,00 €	10 000,00 €

QUESTIONS DIVERSES :

1. Avis sur le dossier de certificat d'urbanisme déposé au nom de la société GEPPEC :

Le projet consiste à créer 8 lots à bâtir, impasse de Josapha.

Pour permettre l'élargissement de la voirie dans l'impasse, un bâtiment sera à démolir sur une parcelle. Il sera également nécessaire d'agrandir l'intersection avec la route départementale n°139.

Enfin, une extension électrique sera nécessaire pour desservir les lots 7 et 8.

Le Conseil ne donnera un avis sur le projet qu'après qu'une étude technique et financière soit réalisée avec le concours de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer et de la Communauté de Communes Pont-Audemer Val de Risle.

2. Mise en location du logement de St Thurien :

M. le Maire rappelle que les locataires actuels du logement de St Thurien ont donné leur préavis et que le logement sera disponible au 1^{er} janvier 2023.

Il a reçu un dossier de candidature et a eu contact avec une autre personne, cette dernière n'ayant pas déposé de dossier en mairie.

Au vu des maigres ressources (hors prestations sociales) du dépositaire du dossier, le Conseil n'est pas favorable à l'attribution du logement. Il propose que des affiches soient déposées en différents points de la Commune pour informer la population de la mise en location du logement.

3. Projet de bail avec l'association les Minipouss'

M. le Maire informe le Conseil que les Assistantes Maternelles se sont regroupées en association pour la création de la Maison d'Assistants Maternelles sur St Thurien.

Actuellement, leur dossier est toujours en cours d'étude par la PMI (Centre de Protection Maternelle et Infantile).

Quant aux travaux de l'ancienne Mairie de St Thurien, ceux-ci devraient prendre fin vers la mi-décembre.

4. Partage de la Taxe d'Aménagement avec l'EPCI

M. le Maire informe le Conseil que la délibération fixant le taux de répartition de la Taxe d'Aménagement entre la Commune et l'EPCI n'est plus à prendre du fait qu'un projet de loi de la Commission Mixte Paritaire du 22 novembre 2022, propose que ce reversement soit facultatif. Il convient donc d'attendre le vote de la loi auprès du parlement.

5. Halle Multi-activités :

Monsieur le Maire informe le Conseil qu'il a reçu un projet de convention de partenariat tripartite entre l'Ecole Nationale supérieure d'Architecture de Normandie, le Parc Naturel Régional des Boucles de la Seine Normande et la Commune de Le Perrey pour la création d'une halle multi-activités et qu'il conviendra de l'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine réunion de Conseil.

Une réunion est prévue avec le Parc le 9 décembre prochain pour définir le cahier des charges. MM. ROMAIN et CLOUET ainsi que Mmes SOMMIER et QUÉRUEL se proposent d'assister à cette réunion.

6. Action sociale pour les jeunes de la Commune :

Le Conseil Municipal réfléchi sur la mise en place d'une action sociale pour les jeunes de la Commune. Celle-ci pourrait prendre la forme quelques heures de travail contre une aide financière pour le permis. Ce projet est à étudier.